

# **Le « *bon droit* » des uns ne peut s'imposer aux autres**

## **Discours du Député Philippe Gomès Kuendu Beach - 22 avril 2017 (Première partie)**

Je voudrais débiter ce Congrès par un moment peut-être un peu grave, un peu lourd, et je m'en excuse.

**Mais on ne peut pas faire un Congrès le 22 avril sans se souvenir du 22 avril.**

Le 22 avril, je crois qu'il est encore dans toutes les mémoires du pays. Le 22 avril, des larmes ont coulé sur des joues des épouses, les larmes ont coulé sur les joues des enfants, les larmes ont coulé sur les joues des frères et des sœurs. Et puis le 5 mai, deux semaines après, d'autres larmes ont encore coulé. D'autres larmes, sur d'autres joues d'autres couleurs.

Et en ce qui me concerne, en ce qui nous concerne à Calédonie Ensemble, ce n'est pas simplement un fait de notre Histoire. C'est un moment majeur, enfoui au fond de nous. Un moment encore douloureux de notre mémoire collective. Mais on sent bien parfois, à l'effleurer comme ça, qu'elle peut resurgir.

**Comment a-t-il été possible, et c'est la question que je pose presque 30 ans après, comment a-t-il été possible que l'on en arrive là ?**

Comment a-t-il été possible que la République, et une partie du peuple autochtone du pays, en arrivent à un point où le 22 avril et le 5 mai, 25 morts « soldent » l'incompréhension ?

Comment cela a-t-il été possible ?

**Je crois que c'est parce que chacun de nous a considéré, à ce moment-là de l'Histoire, qu'il était dans son « *bon droit* ».**

La République considérait qu'elle était dans son « *bon droit* » parce qu'au sein de la République, la Nouvelle-Calédonie et la Lozère, c'est pareil. Il n'y a pas de différence, il n'y a pas de discrimination, quelle qu'elle soit, à effectuer entre Français.

**Et c'est fort de son « *bon droit* » que la République en est arrivée au 22 avril et au 5 mai.**

De la même manière, toujours fort de son « *bon droit* », une partie du peuple kanak du pays, un peuple colonisé dont l'accord de Nouméa nous dit "qu'il a été repoussé aux marges géographiques, politiques et économiques de son propre pays", "dont les traditions et les langues

*ont été niées, dont le patrimoine artistique a été pillé ", ce peuple-là, fort de son « bon droit », a été vers le mur du 22 avril et du 5 mai.*

**Forts de leurs « bons droits », la République et une partie du peuple kanak en sont donc arrivées à cet abyme ultime, à cette violence ultime qui est le drame d'Ouvéa.**

C'est cet enseignement-là que nous devons garder en mémoire à la veille de 2018, alors que j'entends encore les uns et les autres persuadés de leur « bon droit ».

Alors que j'entends les paroles de partis indépendantistes qui prétendent être dans leur « bon droit », notamment le droit à ce qu'en 2018 ce soit l'indépendance et rien d'autre, parce que l'accord de Nouméa le dit, alors qu'il ne le dit pas.

Alors que j'entends le « bon droit » des autres, non indépendantistes, arguant qu'ils sont majoritaires et que donc cette loi, et uniquement cette loi, s'appliquera parce que c'est leur « bon droit ». Et dans une démocratie, être majoritaire c'est coucher les minoritaires.

Attention au « bon droit » des uns et des autres.

**Notre pays nous appris que le « bon droit » des uns et des autres n'était pas suffisant pour permettre une communauté de destin, qu'il n'était pas suffisant pour construire la paix, qu'il n'était pas suffisant pour tisser un vivre ensemble.**

Si nous avons signé les Accords de Matignon et de Nouméa, c'est bien parce que nous avons considéré, chacun à notre place - indépendantistes et non indépendantistes -, dans le respect des convictions de chacun, que **le « bon droit » des uns ne pouvait pas s'imposer aux autres**, que l'on devait respecter chacune et chacun d'entre nous dans son Histoire et dans son désir d'avenir pour notre pays.

Pour 2018 et pour le référendum qui nous attend, je demande aux responsables politiques, ou supposés tels, de ne pas oublier cette leçon.

Nous devons aborder 2018 forts de notre Histoire, forts des enseignements que nous en avons tirés, forts des 30 années de vivre ensemble que nous avons tissées.

C'est pour cela qu'à Calédonie Ensemble - et l'extrait que nous avons projeté du 11 octobre 2008, date de sa création ici même au Kuendu Beach, en témoigne -, nous disons depuis l'origine que notre ADN, c'est le dialogue avec les indépendantistes, que **l'on ne peut pas vivre dans un pays sans parler à la moitié de la population au prétexte que cette moitié-là ne partage pas notre opinion.**

C'est justement parce que cette moitié-là de la population ne partage pas notre opinion qu'il est de notre devoir d'aller parler et dialoguer avec elle, d'ériger les passerelles qui permettront que les échanges se fassent.

Refuser de mettre en place « cette passerelle » équivaut tout simplement à construire un mur entre une part des Calédoniens et une autre part d'entre eux, si bien qu'au bout du compte, chacune de ces parties se tapera la tête dans le mur que nous aurons nous-même contribué à édifier.

Voilà pourquoi nous sommes favorables au dialogue (...).

Nous en avons fait cette formule, ce slogan de notre campagne électorale qui rappelle que nous sommes favorables à ce dialogue avec les indépendantistes avant le référendum, et que notre objectif est d'affirmer l'identité singulière de la Nouvelle-Calédonie au sein de la République, dans le respect des convictions de chacun :

**« Un avenir dans la France aux couleurs de la paix ».**

Fin de la première partie.

**\*\*\***